Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 11, n°1 | Avril 2020

Écologisation des pratiques et territorialisation des activités

---

Le développement des agricultures durables dans la région andine de Cusco : quelle proximité socio-économique entre conseillers agricoles, producteurs et consommateurs ?

The development of sustainable agriculture in the Andean Cusco region : what socio-economic proximity between agricultural advisors, producers and consumers ?

Margaux Girard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/16670>

DOI : 10.4000/developpementdurable.16670

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Margaux Girard, « Le développement des agricultures durables dans la région andine de Cusco : quelle proximité socio-économique entre conseillers agricoles, producteurs et consommateurs ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 11, n°1 | Avril 2020, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/16670> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16670>

Ce document a été généré automatiquement le 15 mai 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Le développement des agricultures durables dans la région andine de Cusco : quelle proximité socio-économique entre conseillers agricoles, producteurs et consommateurs ?

The development of sustainable agriculture in the Andean Cusco region : what socio-economic proximity between agricultural advisors, producers and consumers ?

Margaux Girard

L'auteure tient à remercier chaleureusement les équipes de Développement durable & territoires ainsi que les deux évaluateurs anonymes pour leurs conseils avisés et leurs relectures minutieuses.

- 1 Au Pérou, la pauvreté touche une personne sur quatre (Inei, 2013a) et 17,5 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de sous-nutrition (Inei, 2013b). Cette insécurité alimentaire peut être mise en relation avec la non-viabilité de l'agriculture péruvienne caractérisée par un minifundisme croissant¹, une faible productivité et rentabilité de la majorité des exploitations, une dégradation de l'environnement, une assistance technique faible, un accès au crédit et une organisation des producteurs limités (Minag, 2019). Toutefois, dans les pays andins, on assiste ces dernières années à la mise en place d'un nombre croissant d'initiatives visant à contrer ces dynamiques : des groupes d'agriculteurs cherchent à accéder à des marchés à la fois rentables et stables. Parmi eux, certains veulent aussi assurer leur subsistance en sécurisant leur terre sur le plan foncier et, de plus en plus, sur le plan environnemental, garantissant ainsi la reproduction et la durabilité de leur activité dans un contexte de crise systémique

globale et de changements climatiques (Cochet *et al.*, 2009 ; Rebaï, 2013 ; Heinisch *et al.*, 2014 ; Girard, 2017). Ces initiatives, appuyées par des organisations de producteurs, des ONG et des consommateurs urbains partageant une rhétorique puissante autour de la protection de l'environnement, de la solidarité, du bien manger, et plus largement du *buen vivir* (Escobar, 2012), donnent lieu à des formes de reterritorialisation des systèmes agro-alimentaires fondées sur le développement des agricultures durables (bio, agroécologie, etc.) et des circuits courts.

- 2 Depuis les années 2000, ces modèles agricoles et commerciaux alternatifs se multiplient dans la région de Cusco, dans les Andes péruviennes. À l'échelle du département, le nombre de producteurs certifiés biologiques est passé de 3 200 en 2006 à plus de 11 200 en 2016, soit environ 6 % des producteurs (Senasa, 2007 ; 2017). Ces producteurs, qui s'engagent à n'utiliser ni intrants chimiques ni OGM, vivent surtout dans la partie amazonienne du département (Inei, 2012) et leurs productions de café ou cacao bio sont principalement destinées à l'export. Toutefois, ces dernières années, des exploitations bio apparaissent dans la partie andine du département, autour de Cusco, et plus précisément dans la Vallée sacrée des Incas (VSI) située à quelques dizaines de kilomètres au nord de Cusco (cf. figure 1). C'est une vallée prospère et touristique, la plus touristique certainement de tout le Pérou en raison de la proximité du Machu Picchu et de ses propres ressources archéologiques. Leurs productions de maïs, quinoa, kiwicha ou fruits et légumes sont en partie destinées à l'export mais surtout aux marchés national et régional, en plein développement depuis 2000 (Higuchi, 2015 ; Girard, 2017). La consommation intérieure de produits bio aurait augmenté de 70 % entre 2005 et 2015 (Soto Fernández, 2015). À Lima et dans les principales villes du pays comme Cusco, de plus en plus de marchés commercialisent ces produits labélisés bio, mais aussi des produits non labélisés, issus de l'agroécologie. Ce modèle agricole se distingue par son approche systémique visant la souveraineté alimentaire via, entre autres, l'optimisation écologique de la productivité agricole et l'association entre les savoirs agronomiques modernes et les savoirs paysans (Pretty, 1995 ; Wezel *et al.*, 2009 ; Stassart *et al.*, 2012). Dans la région de Cusco, de plus en plus de producteurs se réclament de ce modèle et, pour certains, de la permaculture ou de la biodynamie. Par ailleurs, de petits producteurs écologiques « par tradition » ou « par défaut » – parce qu'ils n'ont pas accès aux technologies de l'agriculture conventionnelle – cherchent à valoriser leur agriculture « naturelle » sur ces nouveaux marchés locaux. Dans la ville de Cusco et ses campagnes environnantes, notamment la VSI (cf. figure 1), les circuits courts autour du bio se multiplient : on dénombre en 2017 au moins huit *ecoferias* ou *bioferias* (marchés bio), au moins cinq systèmes de paniers bio, mais aussi des dizaines de restaurants et boutiques bio, des rayons bio dans les supermarchés, sans compter les nombreuses ventes à la ferme, traditionnelles ou nouvelles (Girard, 2017).

Figure 1. Localisation des producteurs biologiques et des principaux marchés bio dans la région de Cusco et taux de pauvreté par district

* Registre fourni par les responsables des programmes bio de la DRAC

Réalisation : Margaux Girard

Sources : Girard, 2017a ; INEI, Mapa de pobreza provincial y distrital 2013

- En quoi ces nouvelles pratiques agricoles et commerciales participent-elles à des logiques de reterritorialisation des systèmes agro-alimentaires répondant aux principes de durabilité ? La mise en relation des processus de reterritorialisation avec les objectifs de durabilité trouve son origine dans le constat, établi par plusieurs auteurs, que l'internationalisation des marchés et le développement d'un modèle agricole productiviste provoquent des processus de déterritorialisation multiforme des systèmes agro-alimentaires locaux favorisant leur vulnérabilité (Entrena Durán, 1998 ; Rieutort, 2009 ; Martinez Godoy, 2016). De façon très schématique, les aliments tendent à être produits avec des intrants extérieurs et nocifs pour le territoire et sont de moins en moins consommés localement, et, par conséquent, les relations entre acteurs locaux dépendent toujours plus de décisions et de dynamiques extérieures au territoire (Entrena Durán, 1998). Dans cette logique, un certain nombre d'auteurs ont appelé à repenser les échelles du développement en soulignant le besoin d'une « *géométrie flexible de type postmoderne pouvant accompagner la complexité liée aux multiples ancrages et périmètres territoriaux des réseaux d'acteurs* » (Antheaume et Giraut, 2005 : 11). C'est dans ce contexte que le développement territorial a émergé comme un concept novateur en rupture avec le modèle capitaliste dominant. Entendu comme un processus de mobilisation d'acteurs favorisant l'élaboration d'une stratégie d'organisation et de valorisation de l'économie locale stimulée par des politiques publiques appropriées (Pecqueur, 2005 ; Campagne et Pecqueur, 2014), ou encore comme une conception élargie de l'innovation prenant en compte les mutations productives, mais surtout l'ensemble des changements sociaux et institutionnels à l'œuvre sur les territoires

(Torre, 2015), le développement territorial se distingue par sa focalisation sur les interactions entre les acteurs locaux, mais aussi, de plus en plus, par sa dimension environnementale. Svampa observe par exemple un « tournant écoterritorial » en Amérique latine, illustrant « la manière dont les acteurs sociaux pensent et se représentent les luttes actuelles en faveur de l'environnement, centrées sur la défense de la terre et du territoire » et se distinguant par les relations entre acteurs permettant « l'amorce d'un dialogue fructueux entre disciplines et savoirs, dialogue caractérisé par la valorisation des savoirs locaux et l'élaboration d'un savoir expert indépendant des discours dominants » (2011 : 114). D'autres auteurs mettent toutefois en garde contre cette tendance à considérer l'échelle locale comme nécessairement « vertueuse » socialement et écologiquement, et l'échelle globale comme nécessairement « vicieuse » économiquement, ces échelles spatiales n'étant que des construits sociaux, et soutiennent que ce « piège du local » se fonde en partie sur ces appels en faveur d'une plus grande attention envers les savoirs autochtones locaux (Brown et Purcell, 2005). Aussi, comme Angeon *et al.* (2006), il nous semble pertinent de décrypter les relations entre développement territorial et durabilité à travers l'étude des interactions sociales, et plus précisément à travers la notion de proximité, tant spatiale que socio-économique. La proximité spatiale (ou géographique) correspond à la distance physique entre acteurs. Au sein de la proximité socio-économique (ou organisée), Torre et Beuret (2012) distinguent deux types de logiques : la logique d'appartenance, lorsque les acteurs appartiennent aux mêmes réseaux, et la logique de similitude, lorsqu'ils se ressemblent, partagent des valeurs, savoirs et des objectifs communs. Bouba-Olga et Grossetti (2008) proposent quant à eux de distinguer la proximité de coordination (proximité relationnelle et proximité de médiation) et la proximité de ressources matérielles (patrimoine, revenu, diplôme, etc.) et cognitives (langage, informations, connaissances, normes, valeurs, référents, etc.) entre acteurs.

- 4 Nous choisissons donc de mettre de côté la reterritorialisation des produits (origine des intrants et destination de la production²) pour nous focaliser sur la reterritorialisation des relations entre acteurs, moins souvent étudiée et pourtant essentielle dans une approche multidimensionnelle de la durabilité des territoires. Nous nous intéressons spécifiquement aux relations de proximité entretenues d'une part, en amont, entre les producteurs et les conseillers-formateurs en agriculture durable des institutions de développement, ceux-ci pouvant être considérés comme les principaux « diffuseurs » locaux des agricultures durables bien avant les fournisseurs d'intrants³ et, d'autre part, en aval, entre ces producteurs bio et les consommateurs locaux, à savoir les principaux « récepteurs » locaux. Nous nous concentrerons surtout sur les formes de proximité socio-économique, considérant que, pour ces acteurs, la proximité spatiale est en partie atteinte, étant donné qu'ils vivent tous dans le même territoire de Cusco et ses campagnes environnantes. Ces différents groupes d'acteurs se ressemblent-ils d'un point de vue socio-économique ? Partagent-ils les mêmes ressources matérielles et cognitives ? Appartiennent-ils aux mêmes réseaux et comment se coordonnent-ils ?
- 5 Nous étudierons les relations entre conseillers agricoles et producteurs, puis celles entre producteurs et consommateurs bio, en commençant à chaque fois par une présentation des principaux travaux abordant ces thématiques. Cette étude se base sur des données récoltées durant quatre missions de terrain réalisées entre février 2013 et février 2016 dans la région de Cusco. Des entretiens semi-structurés ont été réalisés auprès de producteurs locaux (60 au total), dont la plupart bénéficient ou ont bénéficié d'un programme de développement et commercialisent leur production sur les

marchés bio locaux. Nous avons par ailleurs suivi une quinzaine d'organismes de développement rural diffusant de nouvelles pratiques agroécologiques dans le département : ONG, associations et programmes publics, notamment ceux de la Drac : la Direction régionale de l'agriculture de Cusco qui, entre 2012-2016, a mené les programmes « Légumes biologiques » et « Kiwicha biologique » auprès de plus de 3 000 bénéficiaires. Des entretiens ont été réalisés avec les responsables et les conseillers agricoles de ces programmes, mais aussi sur les marchés, auprès des consommateurs. Parallèlement, des séances d'observation ont été menées tant sur ces marchés que durant les journées de formation des organismes de développement.

1. Quelles proximités entre conseillers agricoles et producteurs ?

- 6 Après avoir présenté les principaux travaux abordant les relations « développeurs-développés » dans les Andes, nous dresserons brièvement le profil des conseillers-formateurs et des bénéficiaires des programmes d'agriculture durable dans la région de Cusco, puis nous nous intéressons aux principales méthodes de formation utilisées par ces organismes. Nous présenterons la méthode la plus répandue, les ateliers de formation, pensés dans une logique *top down* (des institutions vers les producteurs), puis une méthode propre au mouvement agroécologique, la méthode « de paysan à paysan », expérimentée par certains organismes dans une logique *bottom up* (des producteurs vers les institutions).

1.1. Les relations entre « développeurs » et « développés » dans les programmes de développement classiques

- 7 Les relations entre « développeurs » et « développés » dans les pays du Sud ont principalement été étudiées par les anthropologues du développement. Parmi eux, un courant, dominé par Hobart (1993), Chambers *et al.* (1994) ou encore Escobar (2012), présente le développement comme une création d'un Occident tout puissant, persuadé de sa supériorité sur le reste du monde et fermé aux savoirs locaux (Olivier de Sardan, 2001). Ces auteurs expliquent l'échec des programmes de développement par ce décalage entre le discours des « développeurs », mobilisant les langages économique, technique ou de gestionnaire, et la réalité des « développés », méconnue, ignorée, parfois méprisée, et appellent à une meilleure prise en compte des savoirs locaux, dans une posture de « populisme méthodologique » pouvant tendre vers des formes de « populisme idéologique » (*ibid* : 738-741).
- 8 Au Pérou, Mendoza rapporte qu'au sein des ONG intervenant entre 1975-1990, la paysannerie était certes globalement perçue comme une classe opprimée, pauvre, mais avec une rationalité économique propre, des logiques collectivistes et d'entraide, ainsi que des technologies et connaissances traditionnelles pertinentes à préserver (1992 : 223). Certaines de ces organisations cherchaient à favoriser une éducation populaire participative et horizontale évitant la relation verticale « maître/élève ». Toutefois, cette valorisation de la culture « traditionnelle » se transformait parfois en une simple idéalisation participant à une certaine méconnaissance des conditions réelles d'existence de la paysannerie andine (*ibid.*). Dans une étude plus récente, Eguren explique cette vision simplificatrice de la réalité rurale andine par l'origine

majoritairement urbaine des employés des ONG, trop éloignés du monde rural et/ou, pour certains, peu intéressés par ses mutations, et venant à considérer unilatéralement leurs projets de développement comme « bons pour les paysans » (2005 : 170). Selon l'auteur, la domination, héritée de la période coloniale, de la culture « occidentale » sur les cultures « non occidentales » s'est transformée en une domination de l'urbain sur le rural (*ibid.* : 176-177) même si l'exode rural et l'urbanisation grandissante transforment et complexifient profondément ces rapports de force. D'autres insistent sur la dimension exogène des programmes de développement au Pérou, en grande partie définis depuis l'étranger, par des donateurs du Nord tenant peu compte des spécificités locales et des demandes formulées par les populations (Mendoza, 1992 ; Álvarez, 2005). Aussi, Eguren considère qu'un des principaux défis de ces ONG est précisément de valoriser les relations interculturelles, refusant ainsi la domination d'une culture sur l'autre (2005). Les limites de l'aide au développement au Pérou peuvent, quoi qu'il en soit, être appréhendées à travers cette double distanciation socio-spatiale – Nord-Sud et urbain-rural – entre les ONG et leurs bénéficiaires. Par ailleurs, la crise multiforme que connaissent les ONG dans les Andes comme dans le reste du monde – baisse des financements, professionnalisation et bureaucratisation, remise en cause de leur efficacité et légitimité, etc. – pourrait accentuer encore ce décalage (Bebbington, 1997 ; Le Naëlou, 2004). Selon Bebbington, certaines organisations de la société civile andine reprochent aux ONG que seule une petite proportion des fonds parvienne sur le terrain, que leur personnel gagne trop et ait finalement les mêmes origines sociales que ceux qui ont toujours dominé les pauvres (1997 : 1758). Dans ce contexte sensible, la grande majorité des humanitaires cherchent, de leur côté, et à travers des bricolages complexes, à parfaire leur intervention et à lui donner du sens (Dauvin, 2004).

- 9 En ce qui concerne les programmes de développement agricole plus récents basés sur des objectifs de durabilité, la plupart des auteurs insistent sur la nécessité de développer de nouvelles formes de recherche et d'apprentissage participatif entre chercheurs, ONG et producteurs (Pretty, 1995). Une série d'études prouvent l'efficacité et la pertinence de ces méthodes – formation de paysans à paysans, ferme-école – expérimentées par certains organismes dans les Andes péruviennes (Godtland *et al.*, 2004 ; Hellin et Dixon, 2008). Nous souhaitons, dans cet article, étudier les relations de proximité entre conseillers et producteurs au sein d'un échantillon d'organismes de développement promouvant l'agriculture durable dans la région de Cusco et appliquant, ou non, ces nouvelles méthodes de diffusion.

1.2. Distanciation multiforme entre les conseillers agricoles et les bénéficiaires dans les programmes d'agriculture durable au Pérou

1.2.1. Le profil des conseillers agricoles et celui des bénéficiaires

- 10 Nos entretiens avec les conseillers agricoles travaillant dans ces organismes nous permettent d'affirmer qu'ils partagent au moins deux points communs : ils sont urbains – si la plupart sont originaires des différentes provinces du département, ils résident aujourd'hui tous dans la ville de Cusco ou pour certains dans les villes de la VSI – et possèdent un capital social et un capital culturel supérieurs à celui de la majorité de la population. La grande majorité a réalisé des études supérieures en agronomie à Cusco et, pour certains, à Lima, et tous sont directement connectés aux réseaux des ONG ou

des organismes publics. On peut donc en déduire qu'ils appartiennent à la classe moyenne supérieure péruvienne.

- 11 De leur côté, les bénéficiaires de ces programmes de développement vivent dans des zones rurales ou périurbaines et appartiennent majoritairement à la classe défavorisée ou à la classe moyenne inférieure. Leur capital économique est relativement limité – ils cultivent généralement moins de 5 hectares de terre et la plupart du temps, moins de 2 hectares (Inei, 2012) – en revanche, leurs capitaux social et culturel apparaissent quelque peu supérieurs à ceux de la majorité de la paysannerie andine : la plupart ont suivi une scolarité primaire, parfois secondaire, et la majorité appartiennent à des structures collectives (associations, coopératives ou communautés paysannes) soutenues et accompagnées par des organismes de développement, leur permettant notamment d'accéder aux marchés de niche du bio (Girard, 2017).

1.2.2. La partie théorique des ateliers de formations inadaptée aux attentes des producteurs. L'importance de la langue et du niveau de langage

- 12 Les ateliers de formation, méthode de diffusion quasi incontournable des programmes de développement agricole durable, se composent généralement d'une partie théorique et descendante, le matin, durant deux à trois heures pendant lesquelles le public est passif, puis d'une mise en pratique, l'après-midi, sur une parcelle. Pas moins de neuf formateurs sur la vingtaine interrogés reconnaissent que ce dispositif n'est pas forcément adapté aux attentes et au quotidien des bénéficiaires, et que les effectifs présents sont souvent en deçà des effectifs prévus. « Ils [les bénéficiaires] veulent de l'assistance technique, avec du conseil. Ils ne veulent pas d'ateliers de formation dans une salle, ils s'ennuient... », estime l'un d'entre eux, en marge d'un de ces ateliers (le 21/03/2014). Certains producteurs annoncent « qu'ils sont obligés d'y aller pour rester bénéficiaires » et, un jour, « recevoir des semences ou des cochons d'Inde » (le 10/04/2016) quand d'autres expliquent ne pas s'y rendre car ils n'ont « pas le temps ». Cette « inadaptation » des ateliers de formation aux réalités et aux préoccupations des producteurs des pays du Sud observée dans les programmes de développement « classiques » (Chambers *et al.*, 1994 ; de Sardan, 1995 ; Dufumier, 1996 ; Escobar, 2012) semble donc se perpétuer dans les nouveaux programmes de développement agricole durable (Saint-Guily, 2005). Durant ces ateliers, on peut effectivement observer un décalage entre le discours académique et théorique des formateurs, marqué par leurs études supérieures dans des facultés d'agronomie, ponctué de vocabulaires techniques, agronomiques ou écologiques et très souvent en espagnol, et le discours des bénéficiaires, moins scientifique, plus pratique et souvent en quechua, même si la plupart, hormis les personnes âgées et notamment les femmes, comprennent et parlent l'espagnol. Un jeune homme expliquait par exemple, mi-amusé mi-gêné, que sa mère et les femmes de sa génération devaient comprendre « à peine un tiers des propos du formateur », mais restaient « pour le repas offert le midi ! ». Certes, de nombreux formateurs maîtrisent le quechua, de plus en plus d'ailleurs (cette compétence devenant obligatoire pour être recruté), mais cette maîtrise de la langue andine ne garantit pas en soi une compréhension parfaite des interlocuteurs entre eux. On pourrait ici différencier le « quechua paysan », avec ses spécificités linguistiques régionales, et le « quechua académique », appris ou transformé par l'université, de la même façon qu'Olivier de Sardan distingue le « langage local » et le « langage développement », soit une langue paysanne revue et corrigée par les intellectuels urbains et les institutions de

développement (1995 : 207). Ce décalage linguistique est dénoncé par certains formateurs eux-mêmes, à l'image de Milton Gamarra de l'ONG régionale Andes (Asociación para la Naturaleza y el Desarrollo Sostenible), qui a créé le « parc de la pomme de terre » autour de Pisac, dans la VSI : « *Le formateur parle quechua avec des phrases préparées, qui ne sonnent pas naturelles, notamment dans la conjugaison ou la description des lieux. Même ceux pour qui c'est la langue maternelle ont parfois un quechua déformé par l'influence universitaire, académique ou professionnelle. Son quechua reflète son esprit à lui, pas l'esprit des agriculteurs, et ils n'expliquent pas les termes techniques... et aussi parfois ils les sermonnent ou les humilient...* » (le 05/02/2014). L'usage de ces différents types de langages peut renvoyer à ce que Bourdieu théorise comme la *domination symbolique* (1991), c'est-à-dire, dans le contexte qui nous intéresse, à un rappel implicite et permanent de la hiérarchie tacite qui régit la relation complexe entre donateur et bénéficiaire.

1.2.3. Un dialogue des savoirs difficile à appliquer

- 13 La très grande majorité de ces ateliers concernent la fabrication de nouveaux engrais biologiques (bokachi⁴, engrais liquide foliaire, compost, etc.) alors présentés comme des innovations exogènes à adopter et rarement mis en relation avec les techniques locales de fertilisation des sols (Girard, 2017). L'entrée en dialogue des savoirs scientifiques et paysans promue par l'agroécologie ne semble donc pas aisément applicable sur le terrain. Sur la douzaine d'ateliers de formation auxquels nous avons assisté, les bénéficiaires n'ont été explicitement interrogés sur leurs problématiques, leurs solutions ou leurs savoirs et savoir-faire agroécologiques qu'à deux reprises. Ces observations, basées sur un échantillonnage limité, ne permettent aucune généralisation et mériteraient d'être approfondies par un travail anthropologique spécifique sur le dialogue des savoirs et ses blocages multifformes. Les différences de langage, le parcours, la formation professionnelle et les injonctions de résultats imposés aux formateurs, les divergences d'intérêts et d'objectifs entre « développeurs » et « développés », les mécanismes de l'aide au développement et la crise qu'elle traverse (Bebbington, 1997 ; 2005), mais aussi le mépris de classe et les préjugés raciaux⁵ tenaces au sein de la société péruvienne (De la Cadena, 2000) sont autant d'explications potentielles à ces blocages qui mériteraient d'être davantage décryptées.
- 14 Face à ces limites diverses, les producteurs répondent par différentes stratégies qui vont du simple refus de l'aide⁶ à la logique assistancialiste consistant à vouloir bénéficier le plus possible des avantages financiers ou matériels qu'offre un projet (dans notre zone d'étude : dons de semences, de cochons d'Inde, de serres de culture, etc.) en donnant le minimum en contrepartie (Olivier de Sardan, 1995 : 179-180) dans un contexte où les dynamiques d'*empowerment* ne sont pas ou pas suffisamment activées. Citons simplement un exemple représentatif de cette divergence d'objectifs entre « développeurs » et « développés ». Lors d'une réunion dans la VSI, une responsable d'ONG expliquait au représentant d'une communauté paysanne qu'elle cherchait des zones « *isolées et pauvres* » pour un nouveau programme, et avait pensé à lui et sa communauté. Celui-ci la remercia vivement et « confirma » effectivement leur haut niveau de pauvreté. La responsable lui demanda ensuite ce dont ils auraient le plus besoin, ce à quoi il répondit : « *Madame, là-haut nos cultures sont naturelles, écologiques, peut-être que si nous mettions un peu de fertilisants chimiques, nous pourrions augmenter nos productions...* », et la responsable de le couper brutalement : »

Non, non, s'il vous plaît, ce n'est pas bien ça, ça pollue. » Et la conversation se poursuit sur un éventuel programme d'agroécologie... (le 17/11/2015). De nouvelles relations, plus horizontales, se développent malgré tout entre ONG et populations locales.

1.3. Les nouveaux formateurs issus de la paysannerie andine. Vers un renforcement des proximités ?

- 15 La méthode « *campesino a campesino* » (« de paysan à paysan ») est promue par les principales organisations internationales qui soutiennent l'agroécologie comme la Via Campesina (Rosset *et al.*, 2011) ou encore la FAO, et correspond à des nouveaux dispositifs de formation au sein desquels les agriculteurs sont initiés aux innovations agroécologiques non pas par un intervenant extérieur, mais par un autre agriculteur, un voisin utilisant lui-même ces nouvelles technologies et partageant les mêmes conditions écologiques, économiques et sociales. On se rapproche là des méthodes qu'appelaient de leurs vœux Chambers *et al.* (1994) ou Dufumier (1996 : 127-129) il y a maintenant plus de 20 ans. Dans notre zone d'étude et au Pérou en général, cette méthode a été développée par l'IAA (Instituto para una Alternativa Agraria), une ONG nationale promouvant le développement de la petite agriculture paysanne à travers un ensemble de technologies agroécologiques diffusées par des *yachachiq* (« celui qui sait/ celui qui fait savoir » en quechua), c'est-à-dire « des agriculteurs leaders d'un point de vue technologique et qui forment en prônant l'exemple de la méthode "Apprendre en faisant" »⁷. Ce concept a été repris, entre autres, par le projet « *Mi chacra emprendedora - Haku Winay* » du Foncodes (Fondo de Cooperación para el Desarrollo Social), un programme rattaché au ministère du Développement et de l'Insertion sociale. L'ONG Arariwa, une ONG régionale qui promeut elle aussi un ensemble de technologies agroécologiques, cible quant à elle pour ses formations des « *familles leaders ayant une ferme intégrale* », soit une méthode similaire. Ces formations horizontales, « d'égal à égal », facilitent l'acceptabilité du discours et des pratiques proposées, indique Francisco Cueva, directeur de cette ONG (le 28/09/2014).
- 16 D'autres formateurs rencontrés sur le terrain mettent en pratique, sans lui donner ce nom, cette méthode d'apprentissage plus horizontale. Certes, leurs niveaux de capitaux économique, social et culturel sont supérieurs en moyenne à ceux de la paysannerie andine. Toutefois, contrairement à la majorité de leurs collègues, ces formateurs revendiquent leur identité andine et paysanne (ils sont aussi agriculteurs) et font, par exemple, l'ensemble de leur formation en « quechua paysan ». Ils entretiennent ainsi des relations « d'égal à égal » avec les producteurs, utilisent le « nous » plutôt que le « vous », mais également du vocabulaire et des références plus parlants pour les bénéficiaires. Aussi et surtout, ils interrogent ces derniers sur leurs problèmes, les solutions qu'ils envisagent, leurs aspirations, etc., et cherchent à mettre en place une méthodologie participative, où formateurs et producteurs échangent, réfléchissent ensemble et s'enrichissent mutuellement. D'autres en appellent même à abandonner les connaissances « occidentales » pour se focaliser sur les savoirs locaux. « *Ils [Les bénéficiaires] connaissent leurs écosystèmes comme la paume de leur main, comment ils s'équilibrent, se déséquilibrent... Qui pourrait en savoir plus ? C'est à nous de désapprendre...* » considère Justo Gonzales, directeur de la Coordinadora Rural de Cusco (réseau d'institutions dédiées à la promotion du développement rural andin) (le 26/09/2014). Ce type de formateurs ainsi que les *yachachiq* partagent une proximité socio-

économique et surtout culturelle avec les producteurs bénéficiaires manifestement plus grande que les agents de développement « classiques ».

- 17 D'après nos enquêtes de terrain, la méthode de formation « de paysan à paysan » apparaît comme la plus pertinente pour garantir une adoption pérenne des innovations agroécologiques dans les exploitations. En favorisant les proximités spatiales et socio-économiques, elle valorise aussi et surtout les savoirs situés et les pratiques agricoles adaptées aux territoires, à leurs écosystèmes et aux réalités paysannes locales.

2. Quelles proximités entre producteurs bio et consommateurs locaux ?

- 18 Intéressons-nous à présent aux relations de proximité entre ces producteurs bio et les consommateurs locaux. Après avoir brièvement rappelé la logique et le fonctionnement des circuits courts, nous verrons qu'à Cusco ces relations de proximité vont en grande partie être déterminées par leur localisation sur le territoire, mais aussi par les prix qui y sont pratiqués. Rappelons ici que Cusco et ses alentours (Vallée sacrée des Incas, Machu Picchu) constituent des territoires à part dans les Andes péruviennes, marqués par une très forte activité touristique, surtout depuis le début des années 2000. Le nombre de touristes étrangers visitant le département est en effet passé d'environ 360 000 en 2000 à 775 000 en 2012 (Figuerola Pinedo, 2013 : 186).

2.1. Des circuits courts pensés pour rapprocher producteurs et consommateurs

- 19 Les circuits courts s'affirment comme un des débouchés privilégiés des productions biologiques au niveau local. Ces circuits courts, qui se caractérisent par un lien direct ou avec au maximum un intermédiaire entre les producteurs et les consommateurs, appartiennent au vaste champ des systèmes agro-alimentaires alternatifs développés en réaction aux effets environnementaux et socio-économiques négatifs des circuits conventionnels (Deverre et Lamine, 2010 ; Chiffolleau et Prévost, 2012). Certains auteurs parlent de circuits alimentaires de proximité, notamment dans les Andes, pour insister sur le renforcement des proximités géographique et socio-économique entre producteurs et consommateurs (Heinisch *et al.*, 2014). Toutefois, si ces deux formes de proximités peuvent effectivement s'autorenforcer (Moustier, 2017), cette dynamique n'est pas systématique (Raton *et al.*, 2017). Certes, la réduction du nombre d'intermédiaires, qui permet une amélioration des revenus des agriculteurs à travers une réappropriation de la valeur ajoutée des produits, permet également une meilleure accessibilité des produits bio, dont les prix de vente sont moins élevés que sur les circuits longs (*ibid.*) et cela se vérifie dans plusieurs pays sud-américains (Pérez-Vitoria, 2005 : 213 ; Heinisch *et al.*, 2014 : 82). Il n'en reste pas moins que les prix de vente des produits bio, même en circuits courts, restent plus élevés que ceux des produits conventionnels, cette augmentation des prix se justifiant par la reconnaissance du travail fourni et la qualité biologique des produits. Ces prix supérieurs et donc accessibles à une minorité de consommateurs aisés sont observés partout dans le monde (Deverre et Lamine, 2010 ; Chiffolleau et Prévost, 2012) et notamment à Lima où ces marchés se situent précisément dans les quartiers les plus favorisés (Higuchi, 2015 ; Leloup, 2016).

2.2. Distanciation importante entre producteurs et consommateurs bio et tentatives de rapprochement

2.2.1. Des consommateurs majoritairement aisés

- 20 Quatre groupes de consommateurs écologiques peuvent être distingués à Cusco :
1. Les touristes « écologiques ». Rappelons que Cusco est considéré comme un centre mystique offrant, selon les mouvements New Age, un contact privilégié avec la Pachamama (la Terre mère) et les énergies telluriques. La région attire ainsi de nombreux touristes particulièrement sensibles au respect de l'environnement. Ces touristes consomment les produits bio locaux à travers les boutiques, bars et restaurants ;
  2. Les résidents étrangers vivant à Cusco ou dans la VSI de façon permanente ou temporaire, parfois proches des mouvements décrits ci-dessus. Ces deux premiers groupes de consommateurs sont représentés sur les figures 1 et 2 ;
  3. Les Péruviens non locaux, originaires de la région côtière et/ou de la capitale Lima venus vivre à Cusco ou dans la VSI ;
  4. Une petite partie de la population cusquéenne (habitant Cusco) appartenant à la classe aisée urbaine et périurbaine (VSI) et, de plus en plus, la classe moyenne supérieure.
- 21 Pour l'heure, on observe une majorité de consommateurs étrangers pour une minorité de consommateurs péruviens, même si ces derniers gagnent en importance.

Figure 2. Panneaux en anglais sur les marchés bio de Cusco et *ecoferia* dans le quartier surnommé « *Gringo land* » de Pisac (VSI)

À gauche : « Buy and eat an organic... » (« Acheter et manger bio ») annonce un panneau sur l'*ecoferia* de l'Arpec dans le centre-ville de Cusco (mars 2012)

À droite : Le « Nidra Wasi, organic Market » organisé dans le quartier Rinconada de Pisac. (Juin 2016)

Crédit : M. Girard

Crédit : page Facebook de Nidra Wasi organic Market

- 22 Les producteurs qui accèdent à ces marchés sont, en grande partie, ceux présentés dans la partie 1.2.1. et donc soutenus par un organisme de développement, public ou privé, mais on y trouve également quelques producteurs plus favorisés ne bénéficiant pas de programme de développement.

2.2.2. Des points de vente localisés dans des espaces touristiques ou d'expatriés et plus récemment dans des espaces populaires

- 23 La localisation des espaces de vente détermine en grande partie le type de producteurs, mais aussi de consommateurs qui vont y avoir accès. Premièrement, ces marchés bio

sont exclusivement concentrés dans la ville de Cusco et dans les villes de la VSI (cf. figure 1), là où la présence des touristes et des résidents étrangers est la plus importante et où, plus généralement, se concentrent les capitaux économiques, sociaux et culturels (Girard, 2017). À l'intérieur de ces villes, ces points de vente se situent dans des espaces spécifiques, peu fréquentés par les classes populaires et où les taux de pauvreté sont les plus faibles. Par exemple, l'*ecoferia* de l'Arpec (Asociación Regional de Productores Ecológicos del Cusco) – la principale association de producteurs écologiques de la région de Cusco rassemblant environ 400 adhérents et soutenue entre 2011 et 2014 par un programme de recherche-action péruano-canadien « AgroEco » – est organisée sur la place San Pedro, en plein cœur touristique de la ville. La *bioferia* de Cusco a lieu dans le quartier pavillonnaire aisé de Magisterio ou à San Blas, le quartier « branché » du centre-ville. À Pisac, dans la VSI, le « Nidra Wasi organic Market » est organisé dans le quartier Rinconada, surnommé « *Gringo land* » (soit « pays des étrangers ») (cf. figure 2). À Urubamba, toujours dans la VSI, l'*ecoferia* Tanpu se déroule parfois sur une place publique, mais aussi parfois dans un restaurant touristique et bio. Dans ces espaces, les ambiances, les musiques, les langues (l'anglais souvent), les activités comme le yoga, ou d'autres activités plus mystiques, ne correspondent pas toujours aux références culturelles de la population andine locale et très peu de consommateurs locaux appartenant à la classe populaire majoritaire viennent y faire leurs courses.

- 24 Toutefois, on observe ces dernières années une diffusion lente, mais réelle de la consommation de produits biologiques au sein des classes moyennes et populaires péruviennes (Higuchi, 2015). Cette démocratisation se concrétise par l'apparition récente de stands de produits bio sur les marchés traditionnels de Cusco, notamment le marché de Huancaro (cf. figure 1 et figure 3). Des panneaux annonçant des produits « écologiques », « biologiques », ou encore « naturels » ont fleuri sur ce grand marché populaire de Cusco, organisé tous les samedis par l'Association régionale des producteurs agropastoraux de Cusco (Arpac) soutenue par l'ONG française Agronomes et vétérinaires sans frontières. Début 2016, la Drac a par ailleurs obtenu l'autorisation d'installer sur ce marché un stand spécifique pour les producteurs récemment certifiés biologiques du programme « Légumes biologiques ». Cet organisme public a également créé des « mini-*ecoferias* » hebdomadaires gérées par les mêmes bénéficiaires de ce programme dans d'autres espaces urbains fréquentés par les classes moyennes et populaires : devant le siège de la Drac et dans l'enceinte de l'hôpital régional, tous deux situés dans un quartier résidentiel et commerçant (Wanchaq) à l'écart du centre-ville touristique.

Figure 3. Apparition de stands de produits bio sur différents espaces populaires de Cusco

En haut : marché de Huancaro

À gauche : de plus en plus de panneaux indiquent des produits « écologiques »

À droite : stand du programme « Légumes biologiques » de la Drac

En bas : mini-ecoferias de la Drac. À gauche : devant le siège de la Drac (septembre 2014)

À droite : dans l'enceinte de l'hôpital public régional (janvier 2016)

Crédits : Margaux Girard

- 25 Plusieurs responsables d'*ecoferias* plus anciennes, notamment dans la VSI, évoquent ce processus de diversification de la clientèle : « Avant venaient surtout des touristes, des expatriés, etc. Aujourd'hui, on voit davantage de "locaux", la classe moyenne d'Urubamba, ou encore des touristes nationaux », affirmait par exemple Carlos Sessarego, de l'*ecoferia* Tanpu à Urubamba (le 16/03/2014).

2.2. Impacts des prix de vente et des formes d'organisation sur les proximités

2.2.1. Des prix de vente peu accessibles aux classes défavorisées

- 26 Sur ces différents circuits courts (*ecoferias*, mais aussi paniers bio), les prix de vente des produits bio sont beaucoup plus élevés que ceux des produits conventionnels, entre 35 et 350 % supérieurs (Girard, 2017). À Cusco comme ailleurs, sur ces marchés bio, petits et moyens producteurs rencontrent des consommateurs majoritairement aisés (et aux capitaux social et culturel supérieurs) et non ceux aux faibles revenus ne pouvant assumer ce différentiel tarifaire. Le kilo de quinoa bio par exemple était vendu entre 15 et 30 soles sur les différents circuits courts de Cusco en 2016, contre environ 7,5 soles pour le kilo conventionnel sur les marchés traditionnels. Les producteurs bio, quant à eux, consomment très souvent une partie de leurs produits, mais pas ceux de meilleure qualité qu'ils réservent aux marchés les plus lucratifs. Virginia Chucya, productrice membre d'une coopérative de maïs bio dans la province d'Anta, explique que « les meilleurs grains sont pour l'exportation, ceux de seconde qualité sont pour le marché local et ceux de troisième qualité, pour nous ». (le 06/02/2014). Si les circuits courts rétablissent une certaine proximité spatiale entre producteurs et consommateurs, celle-ci ne s'accompagne pas nécessairement d'un renforcement de la proximité de ressources matérielles entre ces deux groupes⁸. La *bioferia* de Cusco pourrait constituer une exception, mais elle participe d'une logique tout autre, non pas sociale mais lucrative, cherchant à rapprocher une élite de producteurs avec une élite de consommateurs. En effet, le prix à payer par les producteurs pour y installer un stand de vente s'élève à 150 soles, pour environ 5 soles pour les autres *ecoferias* de la ville.

- 27 Par ailleurs, les « nouveaux » points de vente installés dans les espaces plus populaires (Huancaro, mini-*ecoferias* de la Drac) ne garantissent pas automatiquement une diversification des consommateurs et une démocratisation du bio. Certes, la grande majorité des consommateurs sont conscients des dangers sanitaires des produits agro-chimiques – « *ils provoquent des cancers* » entendons-nous souvent dans nos enquêtes – mais « *manger bio coûte cher* » et rares sont ceux qui peuvent se le permettre. Sur le stand de la Drac installé sur le marché populaire de Huancaro par exemple, les prix sont en moyenne 60 % supérieurs à ceux pratiqués sur le reste du marché, limitant l'accès à ces produits aux plus défavorisés. À la mini-*ecoferia* organisée par la Drac dans l'enceinte de l'hôpital public, les clients sont essentiellement des Cusquéniens issus de la classe aisée et de la classe moyenne supérieure. « *Environ 80 % sont des médecins et infirmières de l'hôpital... Et 20 % des patients ou leur famille en visite* », explique Fisher Anaya Verdero, responsable commercial du projet « Légumes biologiques » de la Drac (le 05/02/2016). Le bio est en effet perçu comme une forme de soin, mais un soin onéreux. Dans la boutique de producteurs « Frutos de la Tierra » créée par l'Arpec entre 2013 et 2015 près du centre-ville, une partie des clients étaient des personnes malades orientées par leur médecin, mais les prix pratiqués étaient près de trois fois supérieurs à ceux des marchés conventionnels. On voit aussi apparaître, ces dernières années, des rayons bio dans quelques supermarchés des chaînes *Mega*, *Orion* et *In Market* de la ville, une partie de ces rayons étant approvisionnée directement par une coopérative biologique créée dans le cadre des programmes de la Drac. L'apparition de ces rayons bio constitue une certaine forme de démocratisation de l'accès à ces produits, mais s'inscrit, dans le même temps, dans une logique de conventionnalisation des alternatives agricoles (Deverre, 2011). D'une part, dans ces supermarchés, la rencontre entre les producteurs et les consommateurs n'a pas lieu, d'autre part, à Cusco, ce type de commerce est plutôt fréquenté par les classes aisées et moyennes du centre-ville.

2.3.2. Des formes de proximités nouvelles ou renouvelées autour du bio

- 28 Si au sein de la proximité socio-économique, la proximité de ressources matérielles ne semble pas atteinte entre producteurs et consommateurs bio, en revanche, certaines formes de proximité de ressources cognitives et de coordination ont bien lieu. Sur ces circuits courts, les clients interrogent davantage les vendeurs et ces derniers semblent mieux préparés et disposés à parler de leurs produits que sur les marchés conventionnels. De ces discussions et échanges d'informations et de savoirs (associés ou non à des actes d'achat) naissent des connivences, le partage de valeurs et de références communes entre producteurs et consommateurs, notamment autour du soin apporté au vivant. Dépassant sans les nier leurs différences socio-économiques, producteurs et consommateurs bio se sentent appartenir à un même réseau, alternatif aux circuits conventionnels. La constitution de ce réseau se traduit parfois par des proximités de coordination poussées, lorsque certains groupes de consommateurs organisent eux-mêmes leurs paniers bio en se mettant en relation directe avec des producteurs locaux⁹ ou lorsque des petits producteurs « détournent » le fonctionnement d'un panier bio pensé par une ONG et préfèrent vendre leur production aux membres de leur communauté.
- 29 Certaines initiatives s'inscrivent toutefois dans un renforcement des proximités de ressources matérielles en mettant en relation directe des petits producteurs bio avec des « petits » consommateurs des communautés d'altitude. La petite ONG PorEso, créée

par deux Hollandaises et spécialisée dans la lutte contre la faim, a mis en place depuis 2015 un système de paniers bio dans la VSI, constitués de produits cultivés dans les communautés d'altitude dans lesquelles elle installe des serres de culture maraîchère. En avril 2016, une responsable de l'ONG expliquait : « Nous n'avons pas encore commencé [cette année] la vente de paniers pour différentes raisons : certains producteurs vendent sur des marchés locaux plus proches [de chez eux]. Une bonne nouvelle ! Certaines familles consomment elles-mêmes toute la production et certaines manquent encore d'expérience pour avoir une production constante » (page Facebook de Panza Verde, le 5/04/2016). À travers une organisation informelle et en contournant les stratégies de commercialisation pensées initialement, les bénéficiaires privilégient d'autres débouchés, plus proches de leur réalité (cf. figure 4), et *in fine*, participent directement à l'amélioration de l'alimentation sur leur territoire, à la grande satisfaction de l'ONG dont c'est bien l'objectif premier.

Figure 4. Vente de fruits et légumes bio sur un petit marché traditionnel, dans une communauté d'altitude

- 30 Les producteurs bénéficiaires de l'ONG PorEso vendent leurs produits bio aux consommateurs de leur communauté, à Sallyafaya, sur les hauteurs de Lamay dans la VSI (juin 2016). (Crédit : page Facebook de Panza Verde).

Conclusion : L'écologisation des pratiques agricoles synonyme de reterritorialisation systémique ?

- 31 Dans le département de Cusco, la dynamique d'écologisation du système agro-alimentaire territorial engendre des relations de proximité socio-économique contrastées et évolutives entre producteurs, acteurs amont et acteurs aval. Deux dynamiques opposées se mettent en place simultanément.

- 32 La dynamique dominante se caractérise par une distanciation socio-économique importante entre, d'une part, les conseillers agricoles diffusant les nouvelles pratiques agroécologiques et les producteurs et, d'autre part, entre les producteurs bio et leurs consommateurs locaux. De façon schématique, cette distanciation est marquée par d'importants écarts de niveau de vie (ressources matérielles : patrimoines et revenus des conseillers et consommateurs largement supérieurs à ceux des producteurs) et de mode de vie (ressources cognitives : conseillers et consommateurs urbains, « éduqués », producteurs ruraux ou périurbains ayant un faible niveau éducatif). En ce qui concerne les relations entre conseillers et producteurs, cette distanciation n'est pas nouvelle, elle caractérisait déjà les programmes de développement de la révolution verte. Elle s'avère d'autant plus problématique dans le cadre des nouveaux programmes de développement rural dans la mesure où, d'une part, ses limites en termes de transfert d'innovation ont déjà été maintes fois démontrées et, d'autre part, la plupart des agricultures durables, l'agroécologie notamment, appellent au contraire à une remobilisation des savoirs et pratiques paysans et au dialogue des savoirs (Rosset *et al.*, 2011). En ce qui concerne les relations entre producteurs et consommateurs locaux, la proximité spatiale, favorisée par les circuits courts, doit être nuancée, car les producteurs ruraux ou périurbains font face, sur les marchés de Cusco, à des consommateurs très majoritairement urbains (cf. figure 1). Surtout, la distanciation socio-économique entre producteurs et consommateurs, qui peut exister dans le système conventionnel, s'accroît avec les produits bio et leurs prix de vente supérieurs. La relative proximité spatiale ne garantit donc en rien une proximité socio-économique et nous rejoignons Deverre qui insiste sur les dangers de considérer que la proximité ou l'organisation à l'échelle locale ferait disparaître les asymétries sociales et les rapports de force entre groupes sociaux (2011 : 46). Que ce soit à Lima (Leloup, 2016) ou à Cusco, si les circuits courts offrent bien des rémunérations plus justes aux producteurs, ils ne sont pas accessibles aux consommateurs les plus pauvres et vivant dans les espaces périphériques.
- 33 Ils peuvent par ailleurs créer de nouvelles inégalités entre cette minorité de producteurs bio soutenus, organisés et connectés à ce marché de niche et la majorité des producteurs locaux, plus pauvres, qui resteraient en dehors de ces dynamiques (Deverre et Lamine, 2010 ; Rebaï, 2013 ; Leloup, 2016). En perpétuant en grande partie ce décalage et ces rapports inégaux entre formateurs et producteurs, en ciblant prioritairement cette clientèle étrangère et/ou au pouvoir d'achat élevé, et en favorisant de nouvelles inégalités entre producteurs locaux, ce développement local des agricultures durables rejoint, d'une certaine manière, une logique proche du modèle agro-alimentaire conventionnel en partie déterritorialisé. Cette dynamique dominante dans la diffusion locale du bio s'inscrit dans une dynamique de développement local plus large caractérisée par la prolifération d'acteurs entrant en concurrence dans l'utilisation des ressources territoriales (entreprises agricoles, minières, immobilières, touristiques) aggravant les inégalités socio-spatiales, participant à un abandon croissant des particularités socio-culturelles des communautés rurales traditionnelles et générant un rapprochement, voire une dépendance progressive à la culture globale (Entrena Durán, 1998). Dans ce cadre, nous considérons que l'écologisation des pratiques agricoles est synonyme de reterritorialisation systémique si, et seulement si, elle s'accompagne d'un renforcement des proximités socio-économiques – de coordination et de ressources matérielles et cognitives – entre acteurs.

- 34 La dynamique minoritaire rassemble justement des initiatives agroécologiques cherchant à renforcer ces proximités. En amont, certains organismes de développement font intervenir des paysans pour former d'autres paysans. En aval, certains organismes, la Drac notamment, cherchent à mettre en relation les petits et moyens producteurs écologiques avec les consommateurs de la classe moyenne et populaire. Ces logiques de renforcement des proximités socio-économiques entre acteurs, et notamment de ressources matérielles et cognitives, participent à un processus de reterritorialisation intégral, systémique et profond du système agro-alimentaire, impliquant au-delà une reterritorialisation, en amont, des savoirs et pratiques agricoles et, en aval, des savoirs et pratiques culinaires, soit plus largement une récupération et revalorisation des spécificités socio-culturelles locales. Nous voulons insister ici sur l'importance de la dimension sociale dans ces processus de reterritorialisation liés à l'écologisation des pratiques agricoles, et plus spécifiquement à l'agroécologie. Nous considérons, avec Nasser Rebaï (2018), que la durabilité des territoires andins passe par le renforcement des collectifs, notamment des collectifs paysans pour diffuser des pratiques agroécologiques remplaçant des pratiques conventionnelles, mais aussi des collectifs unissant producteurs et consommateurs et favorisant une gouvernance globale et autant que possible endogène des territoires. Toutefois, ce renforcement des collectifs ne doit pas se jouer qu'à l'échelle locale et leur mise en réseau avec des acteurs évoluant à d'autres échelles spatiales, mais également institutionnelles semble tout aussi déterminante pour renforcer leurs pouvoirs d'action (Perreault, 2003).
- 35 La compréhension globale des processus d'écologisation et de reterritorialisation des systèmes agro-alimentaires implique de chercher à identifier, à analyser et à déconstruire les verrouillages socio-techniques¹⁰ qui favorisent la première dynamique (qui tend vers le modèle conventionnel) et à limiter la seconde (qui tend vers des modèles alternatifs). Un élargissement du cadre spatio-temporel s'impose alors. Si certaines ONG et même l'État péruvien (Foncodes) encouragent effectivement le système de formation « *campesino a campesino* », ces initiatives apparaissent anecdotiques au regard du faible intérêt des politiques publiques envers les populations rurales andines, notamment sur le plan de l'enseignement et de la formation professionnelle (Vexler Talledo, 2004 ; Encinas, 2011). Dans la même logique, si certaines organisations, notamment la Drac, cherchent à rendre accessibles ces produits bio aux classes populaires, là encore ces initiatives semblent anecdotiques au regard des politiques de développement du pays et de la région de Cusco, en bonne partie fondées sur l'extractivisme, l'agro-exportation, le tourisme ou le boom de la haute gastronomie. Des systèmes à double solidarité, dans lesquels de petits producteurs écologiques approvisionneraient de « petits » consommateurs, via des cantines scolaires, des foyers ou hôpitaux, constitueraient une des formes les plus abouties de ce renforcement des proximités. Le programme national Qali Warma, qui met en relation des agriculteurs familiaux avec des cantines scolaires, va dans ce sens, mais rencontre plusieurs difficultés pour garantir des produits « *les plus naturels possible* » (Romero, 2014 : 35). La généralisation de dispositifs vertueux tant socialement qu'écologiquement nécessiterait d'importants investissements publics et subventions qui ne semblent pas, pour l'heure, inscrits à l'agenda politique, ni national ni régional.

BIBLIOGRAPHIE

- Álvarez E., 2005, « Reflexiones sobre desarrollo rural y alternativo en los Andes », *Debate Agrario*, n° 38, p. 1-18.
- Angeon V., Caron P., Lardon S., 2006, « Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? », *Développement durable & territoires*, dossier 7, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/2851>.
- Bebbington A., 1997, « New states, new NGOs ? Crises and transitions among rural development NGOs in the Andean region », *World development*, vol. 25, n° 11, p. 1755-1765.
- Bebbington A., 2005, « Donor-NGO Relations and Representations of Livelihood in Nongovernmental Aid Chains », *World Development*, vol. 33, n° 6, p. 937-950.
- Bouba-Olga O., Grossetti M., 2008, « Socio-économie de proximité », *Revue d'économie régionale & urbaine*, n° 3, p. 311-328.
- Bourdieu P., 1991, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- Brown J. C., Purcell M., 2005, « There's nothing inherent about scale : political ecology, the local trap, and the politics of development in the Brazilian Amazon », *Geoforum*, vol. 36, n° 5, p. 607-624.
- Campagne P., Pecqueur B., 2014, *Le développement territorial, une réponse émergente à la mondialisation*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer.
- Chambers R., Pacey A., Trupp, L. A., 1994, *Les paysans d'abord : les innovations des agriculteurs et la recherche agronomique*, Paris, Karthala.
- Chiffolleau Y., Prevost B., 2012, « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Noréis*, vol. 3, n° 224, p. 7-20.
- Cochet H., Aubron C., Jobbe Duval M., 2009, « Quelles sont les conditions à réunir pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries andines ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 3, p. 395-417.
- Dauvin P., 2004, « Être un professionnel de l'humanitaire ou comment composer avec le cadre imposé », *Tiers Monde*, n° 4, p. 825-840.
- De la Cadena M., 2000, *Indigenous Mestizos : The Politics of Race and Culture in Cuzco, Peru, 1919-1991*, Durham, Duke University Press.
- Deverre C., 2011, « Agricultures alternatives et transformation des systèmes alimentaires », *Pour*, vol. 5, n° 212, p. 39-50.
- Deverre C., Lamine C., 2010, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale*, n° 317, p. 57-73.
- Dufumier M., 1996, *Les projets de développement agricole : manuel d'expertise*, Paris, Karthala.
- Eguren F., 2005, « Las ong y el desarrollo rural : Un ensayo provisional », *Debate agrario*, n° 38, p. 159-187.
- Encinas S., 2011, « Los retos de la formación técnico profesional para el Perú en el siglo XXI », *Políticas Educativas*, p. 12-15, http://www.tarea.org.pe/images/Tarea78_12_Encinas_Sara.pdf, consulté le 22/04/2019.

Entrena Durán F., 1998, *Cambios en la construcción social de lo rural. De la autarquía a la globalización*, Madrid, Ed. Tecnos S. A.

Escobar A., 2012. *Encountering development : The making and unmaking of the Third World*, Princeton, Oxford, Princeton University Press.

Figuerola Pinedo J. R., 2013. *Turismo, pobreza y desarrollo sostenible en el Perú. Los casos de Cuzco, Cajamarca y la Libertad*, thèse de doctorat, Universitat de Girona, Girona, 418 p.

Girard M., 2017, *Les Andes péruviennes à l'heure des agricultures durables. Réflexions sur la transition agroécologique et ses verrouillages socio-techniques à Cusco*, thèse de doctorat, géographie, université d'Orléans, Orléans, 607 p.

Godtland E. M., Sadoulet E., Janvry A. D., Murgai R., Ortiz O., 2004, « The impact of farmer field schools on knowledge and productivity : A study of potato farmers in the Peruvian Andes », *Economic development and cultural change*, vol. 53, n° 1, p. 63-92.

Heinisch C., Gasselin P., Durand G., 2014, « Circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne », *Économie rurale*, n° 343, p. 71-86.

Hellin J., Dixon J., 2008, « Operationalising participatory research and farmer-to-farmer extension : the Kamayoq in Peru », *Development in Practice*, vol. 18, n° 4-5, p. 627-632.

Higuchi A., 2015, « Características de los consumidores de productos orgánicos y expansión de su oferta en Lima », *Apuntes*, vol. 42, n° 77, p. 57-89.

Hobart M., 1993, « Introduction : The growth of ignorance ? », in Hobart M. (dir.), *An anthropological critique of development : The growth of ignorance*, London, Routledge, p. 1-29.

Inei, 2012, *IV Censo Nacional Agropecuario*.

Inei, 2013a, *Mapa de Pobreza Provincial y Distrital*.

Inei, 2013b, *Encuesta Demográfica y de Salud Familiar*.

Lamine C., 2012, « "Changer de système" : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux », *Terrains & travaux*, n° 1, p. 139-156.

Leloup H., 2016, « L'agriculture de proximité à Lima, vers un système productif plus juste pour les producteurs et les consommateurs », *Justice spatiale-Spatial justice*, n° 9, <https://www.jssj.org/article/lagriculture-de-proximite-a-lima-vers-un-systeme-productif-plus-juste-pour-les-producteurs-et-les-consommateurs/>.

Le Naëlou A., 2004, « ONG : les pièges de la professionnalisation », *Revue Tiers Monde*, n° 4, p. 727-734.

Martínez Godoy D., 2016, « Territorios campesinos y agroindustria : un análisis de las transformaciones territoriales desde la economía de la proximidad. El caso Cayambe (Ecuador) », *Eutopía, Revista de Desarrollo Económico Territorial*, n° 10, p. 41-55.

Mendoza I., 1992. « La promoción y el desarrollo rural desde las ONGs : enfoques y experiencias en el Perú, 1975-1990 », *Debate Agrario*, n° 13, p. 221-244.

Minag, 2019, « Problemas Tipo de la Agricultura Peruana », <http://www.minagri.gob.pe/portal/22-sector-agrario/vision-general/190-problemas-en-la-agricultura-peruana?start=2>, consulté le 20/04/2019.

Moustier P., 2017, « Short urban food chains in developing countries : signs of the past or of the future ? », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, n° 1, p. 7-20.

- Olivier de Sardan J. P., 1995, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- Olivier de Sardan J. P., 2001, « Les trois approches en anthropologie du développement », *Tiers Monde*, vol. 42, n° 168, p. 729-754.
- Pecqueur B., 2005, « Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud », in Antheaume B., Giraut F. (Eds.), *Le territoire est mort. Vive les territoires ! Une (re)fabrication du développement*, Paris, IRD, p. 295-316.
- Pérez-Vitoria S., 2005, *Les paysans sont de retour*, Arles, Actes Sud.
- Perreault T., 2003, « Making Space : Community Organization, Agrarian Change, and the Politics of Scale in the Ecuadorian Amazon », *Latin American Perspectives*, vol. 30, n° 128, p. 96-121.
- Pretty J. N., 1995, « Participatory Learning for Sustainable Agriculture », *World Development*, vol. 23, n° 8, p. 1247-1263.
- Raton G., Blanquart C., de Biasi L., 2017, « Des circuits courts durables ? De l'utopie à la réalité... », *Cahiers de l'IAU*, n° 173.
- Rebaï N., 2013, « L'agroécologie peut-elle être une voie de développement durable pour les paysanneries andines ? », in Ba A. H., Lombard J., (ed.), *Dynamiques de développement et enjeux de gouvernance. Espaces ruraux/Espaces urbains*, Paris, L'Harmattan, p. 173-184.
- Rebaï N., 2018, « Fortalecer los colectivos campesinos en los Andes ecuatorianos. Análisis desde las provincias de Chimborazo y Cotopaxi », *Eutopía, Revista de Desarrollo Económico Territorial*, n° 13, p. 117-133.
- Rieutort L., 2009, « Dynamiques rurales françaises et reterritorialisation de l'agriculture », *L'information géographique*, vol. 73, p. 30-48.
- Rosset P.M., Machín Sosa B., Roque Jaime A.M., Rocío Lozano D.R., 2011, « The Campesino-to-Campesino agroecology movement of ANAP in Cuba : social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 1, p. 161-191.
- Romero G., 2014, « Agricultura familiar, circuitos cortos y el Programa Nacional de Alimentación Escolar Qali Warma, Perú », in Cepal, *Agricultura familiar y circuitos cortos : Nuevos esquemas de producción, comercialización y nutrición, Memoria del seminario sobre circuitos cortos, realizado el 2 y 3 de septiembre de 2013*, Santiago, Chile, p. 33-37.
- Saint-Guily E., 2005, *Organic Cotton in Peru : Why do farmers convert ? Confronting agro-ecology principles with smallholders's reality*, thèse de master, Rural Development Sociology, Wageningen University, Wageningen, 62 p.
- Senasa, 2007, *Superficie con producción orgánica en el año 2006*.
- Senasa, 2017, *Estadísticas de producción orgánica nacional 2016*.
- Soto Fernández B., 2015, « El consumo de productos orgánicos crece entre los peruanos », *El Comercio*, https://www.actualidadambiental.pe/wp-content/uploads/2015/03/elcomercio_2015-03-19_p12.pdf, consulté le 18/06/2017.
- Stassart P. M., Baret P. V., Grégoire J.-C., Hance T., Mormont M., Reheul D., Stilmant D., Vanloqueren G., Visser M., 2012, « L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables », in Van Dam D., Streith M., Nizet J., Stassart P. M. (coord.), *Agroécologie entre pratiques et sciences sociales*, Dijon, Educagri Éditions, p. 25-51.

Svampa M., 2011, « Néo-développementisme extractiviste, gouvernements et mouvement sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, p. 103-127.

Torre A., Beuret J. E., 2012, *Proximités territoriales*, Paris, Economica.

Torre A., 2015, « Théorie du développement territorial », *Géographie, économie, société*, vol. 17, n° 3, p. 273-288.

Vexler Talledo I., 2004, « Informe sobre la educación superior peruana situación y perspectivas », <https://www.oei.es/historico/quipu/peru/ibeperu.pdf>, consulté le 13/04/2019.

Wezel A., Bellon S., Doré T., Francis C., Vallod D., David C., 2009, « Agroecology as a science, a movement and a practice. A review », *Agronomy for Sustainable Development*, vol. 29, n° 4, p. 503-515.

NOTES

1. Environ 80 % des producteurs péruviens cultivent moins de 5 hectares en 2012 (Inei, 2012), contre 64 % en 1994.
2. Dans la majorité des exploitations de la région de Cusco, cette reterritorialisation des produits semble en partie atteinte : la majorité des semences sont locales, autoproduites et/ou échangées entre producteurs et les engrais et pesticides bio sont eux aussi essentiellement locaux, car autoproduits dans les fermes (Girard, 2017). En ce qui concerne la destination des productions, on l'a vu, les marchés locaux se développent.
3. Une seule boutique proposait une gamme d'intrants bio à Cusco en 2017.
4. Technique japonaise d'élaboration d'engrais fermenté.
5. Quatre formateurs interrogés ont par exemple décrit les paysans andins comme des « fainéants ».
6. Au moins trois interlocuteurs différents ont évoqué ces communautés qui refusent les programmes de développement rural, qu'ils soient conventionnels ou écologiques.
7. Définition tirée du site Internet de l'IAA, <https://pachamamaraymi.org/>, consulté le 30/06/2017.
8. Précisons toutefois que, selon Bouba-Olga et Grossetti (2008), la proximité de ressources peut dans certains cas être envisagée, non pas dans une logique de similarité, mais de complémentarité (consommateurs aisés payant un prix élevé à des petits producteurs défavorisés) qui, sur les marchés de Cusco, peut être considérée comme atteinte.
9. Voir la Canasta Solidaria « Mihuna Kachun » mise en place depuis 2014 à Cusco : <https://www.facebook.com/Canasta-Solidaria-Mihuna-Kachun-476559975806428/>.
10. Ces verrouillages découlent des « interactions entre innovations scientifiques et technologiques, facteurs économiques et actions institutionnelles [et] génèrent de puissants effets d'exclusion des voies alternatives » (Lamine, 2012 : 141-142).

RÉSUMÉS

Depuis les années 2000, différents modèles d'agriculture durable et de circuits courts se mettent en place dans la région de Cusco, dans les Andes péruviennes. Ces modèles impliquent théoriquement une reterritorialisation du système agro-alimentaire se caractérisant, entre autres, par de nouvelles proximités entre les acteurs du système, notamment entre conseillers agricoles, producteurs et consommateurs : une proximité spatiale certes, mais aussi socio-économique. On constate que cette dynamique d'écologisation du système agro-alimentaire territorial engendre des relations de proximité socio-économique contrastées entre ces acteurs, dominées par des écarts importants de niveaux et modes de vie, mais où des stratégies de rapprochement, minoritaires, se mettent en place.

Since 2000, different models of sustainable agriculture and short food chains emerged in the Cusco region, in the Peruvian Andes. These models theoretically imply a reterritorialization of the agro-food system characterized, among other things, by a search for new proximities between the actors of the system, in particular between agricultural advisors, producers and consumers: a spatial proximity but also a socio-economic proximity. We note that this dynamic of territorial agri-food system greening generates contrasting socio-economic proximity relations between these actors, dominated by significant differences in living standards and lifestyles but where minority strategies of rapprochement are put in place.

INDEX

Keywords : sustainable agriculture, organic agriculture, agroecology, socio-economic proximity, agricultural advisors, consumers, Andes, Peru, Cusco

Mots-clés : agriculture durable, agriculture biologique, agroécologie, proximité socio-économique, conseillers agricoles, consommateurs, Andes, Pérou, Cusco

AUTEUR

MARGAUX GIRARD

Margaux Girard est géographe spécialisée sur les questions de transition agroécologique dans la région andine, en Amérique du Sud. Entre 2017 et 2019, elle a enseigné à l'université d'Orléans, département de géographie, Collegium lettres, langues et sciences humaines. Elle est, depuis, chercheuse associée au Laboratoire Cedete (EA 1210).

margaux.girard@univ-orleans.fr